

INVITATION À SOUMISSIONNER
Formulaire de soumission / contrat
Services de surveillance de la qualité de l'eau de puits

N° DE SOUMISSION DE LA CCN: **NR95**

<p>ADRESSER LES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS À:</p> <p>Nathalie Rheault, Agent principal aux contrats Tel : (613) 239-5678 poste 5080 nathalie.rheault@ncc-ccn.ca</p>	<p>N° DU CONTRAT: (à l'usage de la CCN seulement)</p>
<p>CLÔTURE DE L'OFFRE :</p> <p>Le 22 juin 2017 à 15h00, heure d'Ottawa.</p>	
<p>RETOURNER L'ORIGINAL Veuillez soumissionner en vous servant du présent formulaire et retourner à :</p>	<p>Commission de la capitale nationale Services d'approvisionnement 40, rue Elgin Centre de sécurité, 2^e étage Ottawa, Ontario K1P 1C7 Référé au dossier de soumission de la CCN no. NR95</p>
<p>DESCRIPTION DES SERVICES: Services de surveillance de la qualité de l'eau de puits - Portefeuilles résidentiel et agricole</p>	<p>RÉGION: La région de la capitale du Canada Ottawa et Gatineau</p>

INVITATION À SOUMISSIONNER

Formulaire de soumission / contrat

N° DE SOUMISSION DE LA
CCN:

NR95

I. OFFRE

Le soumissionnaire soussigné (ci-après appelé "l'Entrepreneur") offre par les présentes à la Commission de la capitale nationale de fournir et livrer les services et/ou biens selon le devis, modalités et conditions pour **le(s) prix forfaitaire et/ou unitaire tous compris** tel que mentionné(s) dans la section III.

II. ENTENTE GÉNÉRALE L'Entrepreneur convient:

1. De fournir des services de surveillance de la qualité de l'eau de puits débutant à l'octroi du contrat pour un terme de 3 ans.
2. **de fournir avec votre soumission, à ses propres frais, les garantis suivantes:**
 - (a) **avec votre soumission afin d'assurer la passation d'un contrat, un cautionnement de soumission d'une **société acceptable**, un chèque visé à l'ordre de la Commission de la Capitale nationale, ou une garantie en espèces au montant de 10% du Grand Total de la soumission incluant taxes.**
 - (b) **sur l'avis d'acceptation de la présente soumission, un cautionnement d'exécution pour 50% du montant de la soumission, ou, un chèque visé à l'ordre de la Commission de la capitale nationale au montant de 20% du total de la soumission incluant taxes pour un an seulement.**
3. que la présente soumission et contrat, le devis, les instructions aux soumissionnaires, les conditions générales, les exigences en matière de sécurité, les exigences en matière de santé et sécurité au travail et tous attachements et addenda émis doivent être et forment la soumission intégrale, et que la présente offre est faite sous réserve des dispositions qu'elle contient;
4. que la présente soumission remplace et annule toutes les communications, négociations et conventions relatives aux travaux, sauf celles qui font partie de la soumission intégrale, qu'elle est irrévocable pour une période de 30 jours à compter de la date de clôture des soumissions susmentionnées;
5. que la soumission intégrale, y compris les dispositions qu'elle contient et sous réserve de ces mêmes dispositions, lorsque acceptée et signée pour le compte de la Commission, est l'essence même d'un contrat liant l'Entrepreneur et la Commission.

INVITATION À SOUMISSIONNER

Formulaire de soumission / contrat

N° DE SOUMISSION DE LA
CCN:

NR95

III. PRIX

L'Entrepreneur confirme que le(s) montant(s) inscrit(s) ci-dessous représentent le(s) prix forfaitaire et/ou unitaire tous compris mentionné(s) à la clause 1:

Le soumissionnaire convient que :

a) le tableau des prix unitaires désigne la partie de l'ouvrage à laquelle s'applique un arrangement de prix unitaire

b) le prix unitaire et le prix total estimé doivent être inscrits pour chaque article énuméré

c) le prix unitaire que l'offre régit dans le calcul du montant total estimatif et toute erreur dans l'extension du prix par part et dans l'ajout des prix totaux estimés sera corrigée par la CCN afin d'obtenir le total estimatif Montant; et

d) le tableau suivant est le tableau des prix unitaires aux fins de l'appel d'offres et du contrat

Nota: les taux demeurent fixes pour toute la durée du contrat (trois ans).						
No. article	Description	Montant par unité	Quantité	Total for one year	X 3 années	Total pour 3 ans
1 Ontario	Prix unitaire pour deux (2) analyses par année débutant au printemps 2017. Échantillonnage – prélèvement, analyse, production de rapports, deux fois par année. Échantillons prélevés des sources d'eau traitée e d'eau brute (du robinet de cuisine) – (environ 150 maisons)	\$	150	\$	X 3 =	\$
OHST 13%						\$
Total 1 (Ontario)						\$
No. article	Description	Montant par unité	Quantité	Total	X 3 années	Total pour 3 ans
2 Québec	Prix unitaire pour deux (2) analyses par année débutant au printemps 2017. Échantillonnage – prélèvement, analyse, production de rapports, deux fois par année. Échantillons prélevés des sources d'eau traitée et d'eau brute (du robinet de cuisine) – (environ 25 maisons)	\$	25	\$	X 3 =	\$
TPS/TVQ 14.975%						\$
Total 2 (Québec)						\$
GRAND TOTAL (Total 1 Ontario + Total 2 Québec taxes incluses)			\$			

INVITATION À SOUMISSIONNER Formulaire de soumission / contrat

N° DE SOUMISSION DE LA
CCN:

NR95

L'attribution du marché sera le soumissionnaire qui rencontre toutes les modalités et conditions, et, qui présente à la CCN la meilleure valeur au plan financier sur le total. La Commission se réserve aussi le droit de ne pas accepter la meilleure soumission au plan financier ni quelque soumission que ce soit, d'annuler la demande de soumission, et(ou) de faire paraître de nouveau la demande de soumission, dans sa forme originale ou en version modifiée. La Commission se réserve également le droit d'entamer des négociations avec le soumissionnaire retenu et(ou) tout autre soumissionnaire.

IV. FACTURATION

- Le entrepreneur aura le droit de recevoir les paiements dans les 30 jours, lorsque le représentant technique aura fait la livraison du certificat indiquant qu'effectivement la facture est authentique et exacte, que le entrepreneur a dûment effectué les travaux durant la période visée et a observé les termes du contrat.
- La Commission est une société d'État assujettie à la Taxe sur les biens et les services (TPS) et à la Taxe de vente provinciale (TVHO ou TVQ). L'entrepreneur doit indiquer séparément, avec la demande de paiement, le montant de la TPS et de la TVHO ou TVQ, dans la mesure applicable, que la Commission paiera. Ces montants seront versés à l'entrepreneur qui devra remettre les montants appropriés à Revenu Canada et aux gouvernements provinciaux appropriés. Le soumissionnaire gagnant doit remplir le formulaire T1204 au complet avant d'être attribuer un contrat.
- Toutes les factures doivent mentionner le numéro du contrat **xxxxxx (numéro à 6 chiffres sur la première page lorsqu'un contrat est exécuté entre le entrepreneur et la Commission)** et être soumises en trois exemplaires à :
 - Section des comptes payables
 - Commission de la capitale nationale
 - 3^e étage
 - 40, rue Elgin
 - Ottawa, Ontario
 - K1P 1C7
 - ou, envoyé par courriel en format Adobe (fichier .pdf) à payables@ncc-ccn.ca.
- Afin de vous assurer d'un règlement rapide, veuillez préparer votre facture selon les prix cotés. Des erreurs dans la facturation peuvent causer des retards de paiement. Nous vous prions de soumettre votre facture à l'adresse mentionnée ci-dessus et indiquer clairement le numéro de contrat.

V. RENSEIGNEMENTS

Toute demande de renseignements sur l'appel d'offres doit être présentée par écrit à l'agent principal des contrats, et ce le plus tôt possible pendant la durée de l'invitation. Toutes les demandes de renseignements devraient être reçues au moins cinq (5) jours ouvrables avant la date de clôture de l'invitation afin de laisser suffisamment de temps pour y répondre. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après cette date, il est possible qu'on ne puisse y répondre. Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, l'agent principal des contrats examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification. Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l'appel d'offres

INVITATION À SOUMISSIONNER

Formulaire de soumission / contrat

N° DE SOUMISSION DE LA
CCN:

NR95

doivent être adressées **UNIQUEMENT** à l'agent principal des contrats. À défaut de respecter cette condition, le soumissionnaire peut (pour cette seule raison) voir sa soumission rejetée.

VI. EXIGENCES DE SÉCURITÉ

La CCN se réserve le droit de ne pas attribuer le contrat jusqu'à ce que le personnel principale de l'entrepreneur ont obtenu le niveau requis de filtrage de sécurité comme identifié par le CCN de la sécurité de l'entreprise. Dans ce cas, le niveau de sécurité requis sera la **FIABILITÉ***

**Pour les besoins opérationnel, avec des conseils ou une assistance de sécurité d'entreprise de la CCN, le niveau de sécurité peut être mis à niveau sur la base de la sensibilité des renseignements et des biens auxquels on devra avoir accès.*

VII. RÉCEPTION D'ADDENDA

Nous accusons réception des addenda suivant _____.

Le soumissionnaire est tenu d'insérer le numéro de l'addenda ainsi que la date d'émission, s'il y a lieu et en avons tenu compte dans le calcul de notre prix du contrat.

Nous OFFRONS de vendre et (ou) de fournir à la Commission de la capitale nationale, aux conditions et modalités énoncées dans la présente et au(x) prix soumis les articles et (ou) les services énumérés ci-dessus et sur toute feuille ci-jointe.

Nom et adresse de l'Entrepreneur :

Signature(s) :

Téléphone :

Titre :

Courriel :

Date :

Attesté et signé au nom de la Commission ce

jour de

, 2017

SIGNATURE(S) DE LA CCN

TITRE

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

**Direction de l'intendance de la capitale
Division de la gestion immobilière
Portefeuilles résidentiel et agricole**

SERVICES DE SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DE L'EAU DE PUIS

CADRE DE RÉFÉRENCE

PRINTEMPS 2017-2020

Cadre de référence – Services de surveillance de la qualité de l'eau de puits

La Commission de la capitale nationale (CCN) désire établir un contrat de services pour une période de trois ans à compter de la date d'octroi, dans le but d'obtenir les services d'un entrepreneur qualifié et expérimenté pour offrir des « services de surveillance de la qualité de l'eau de puits et d'entretien des systèmes de traitement de l'eau » dans la région de la capitale nationale – plus précisément aux propriétés de ses portefeuilles résidentiel et agricole situées dans la Ceinture de verdure et dans le parc de la Gatineau (*l'annexe B fournit une description de ces secteurs, et l'annexe C, une carte où ils sont illustrés*). Le contrat a pour objet l'analyse et l'échantillonnage de l'eau de puits de tous les puits existants en plus de l'entretien préventif des systèmes de traitement de l'eau pour environ 150 propriétés résidentielles.

CAHIER DES CHARGES :

1. Généralités

1.1 Surveillance de la qualité de l'eau de puits

Les services visés dans le présent cahier des charges comprennent la main-d'œuvre, le matériel, les matériaux et les outils nécessaires pour effectuer la surveillance et l'analyse de l'eau de puits dans les puits situés dans les portefeuilles résidentiel et agricole de l'ensemble des propriétés de la CCN indiquées dans l'annexe A. Les services doivent être exécutés par du personnel qualifié : les techniciens doivent détenir au moins le « Certificat d'exploitant de sous-réseau limité d'eau souterraine » délivré par le ministère de l'Environnement et ils doivent posséder au moins deux (2) ans d'expérience dans l'analyse de l'eau, références à l'appui.

1.2 Portée des travaux

- 1.2.1 Sans pour autant se limiter à ce qui suit, voici une description des biens et services : échantillonnage et analyse, rééchantillonnage microbiologique, périodes d'échantillonnage / échantillonnage de produits chimiques et vérification par échantillonnage de produits chimiques et production de rapports.
- 1.2.2 L'entrepreneur doit offrir un programme d'analyse de l'eau de puits visant les systèmes d'alimentation en eau de puits existants dans les portefeuilles résidentiel et agricole de la CCN. L'échantillonnage et le prélèvement viseront l'eau brute et l'eau traitée (du robinet de cuisine). La procédure d'échantillonnage devra être conforme aux procédures et normes en matière de prélèvement et de manipulation prévalant dans l'industrie. Cet échantillonnage devra être exécuté deux fois par année (en mai et en octobre).
- 1.2.3 L'entrepreneur doit fournir la main-d'œuvre, les matériaux, le matériel, les véhicules, le carburant, les permis et les assurances nécessaires pour exécuter les travaux suivants :
 - a. Inspections et analyses de l'eau : selon les recommandations du ministère de l'Environnement et les normes générales de l'industrie, pour une période de trois ans.
 - b. Coordonner l'accès aux emplacements d'échantillonnage avec le représentant de la CCN et le locataire.
- 1.2.4 Rapports sur la surveillance de l'analyse de l'eau
 - a. Les rapports sur l'analyse de l'eau doivent renfermer suffisamment de détails et comporter les descriptions nécessaires pour identifier les paramètres microbiologiques et chimiques. Il est interdit d'avoir recours à des énoncés de nature générale dans les rapports.

Cadre de référence – Services de surveillance de la qualité de l'eau de puits

- b. Il faut consigner les résultats et les transmettre à la CCN dans la semaine suivant l'échantillonnage.
 - c. Une fois les analyses de l'eau de puits terminées, il faut soumettre le rapport préparé au représentant de la CCN en lui donnant un aperçu général des résultats.
 - d. Le résumé du rapport semestriel renfermant les résultats des analyses doit être remis à la CCN.
 - i. Tous les renseignements au sujet des paramètres d'analyse et les certificats d'analyse doivent accompagner le rapport.
- 1.2.5 Le rapport sur la surveillance de la qualité de l'eau doit être divisé dans les catégories suivantes :
- a. Le numéro d'identification de la propriété
 - b. L'adresse municipale
 - c. Le nom de la rue
 - d. Les types d'échantillons
 - e. La date
 - f. Les résultats de l'échantillonnage
- 1.2.6 Les propriétés devront être divisées, selon leur emplacement, comme suit :
- a. Est
 - b. Ouest
 - c. Québec
- 1.2.7 Les propriétés ne faisant pas l'objet d'un échantillonnage pour une raison ou une autre devront être identifiées.
- a. Le numéro d'identification de la propriété.
 - b. L'adresse municipale
 - c. Le nom de la rue
 - d. La date prévue
 - e. Les commentaires
- 1.2.8 Recommandations et propriétés ayant fait l'objet d'un rééchantillonnage
- a. Le numéro d'identification de la propriété
 - b. L'adresse municipale
 - c. Le nom de la rue
 - d. Les types d'échantillons
 - e. La date
 - f. Les résultats de l'échantillonnage
 - g. Les recommandations
- 1.2.9 Les résultats inquiétants devant faire l'objet d'une attention particulière : faire immédiatement part des résultats au représentant de la CCN et ensuite transmettre ces résultats par voie électronique. Afin d'assurer une bonne communication avec tous les paliers de gouvernement et les directeurs, il est essentiel que les résultats négatifs soient signalés immédiatement à la CCN.
- 1.2.10 Dans le rapport final, il faut décrire brièvement la liste des événements, les dates des analyses, les recommandations et les travaux de suivi.

Cadre de référence – Services de surveillance de la qualité de l'eau de puits

1.2.11 Le résumé du programme d'échantillonnage de l'eau doit faire partie intégrante du rapport. Le résumé doit comporter les détails suivants :

- a. Les dates et les calendriers de l'échantillonnage
- b. Les paramètres analysés.
- c. Le nombre total de propriétés
- d. Le nombre total de propriétés ayant fait l'objet d'une analyse par rapport aux propriétés n'ayant pas fait l'objet d'une analyse.
- e. Le nombre total de propriétés conformes aux normes.
- f. Le nombre total de propriétés qui ne sont pas conformes aux normes.
- g. Les concentrations élevées
- h. Les recommandations de nature générale

1.2.12 Accès au matériel

- a. L'entrepreneur doit avoir accès à tout le matériel concernant l'eau et l'alimentation en eau de puits. Tous les éléments qui appartiennent au locataire doivent être préalablement enlevés pour donner l'accès nécessaire.
- b. L'entrepreneur doit communiquer avec le représentant désigné de la CCN lorsqu'il compte se rendre sur le terrain où sont situées les installations ou dans la maison.

1.2.13 Instructions générales

- a. L'entrepreneur doit en tout temps exécuter les travaux de façon à ne pas nuire aux opérations et à la routine quotidiennes de l'occupant et il doit accepter les demandes raisonnables de modification du calendrier et de l'exécution des travaux formulées par le propriétaire.

1.2.14 Heures de travail – Taux horaires

- a. L'entrepreneur a présenté un prix forfaitaire total et une déclaration des taux horaires pour chaque catégorie d'employés qui doivent être retenus pour l'exécution de chaque type de travaux couverts dans le cadre du présent contrat. Ces taux figurent à l'**ANNEXE 'D'**. Les frais entraînés par les essais, le service d'entretien ou les réparations d'urgence exécutés en dehors des heures normales de travail doivent respecter le calendrier établi.
- b. Heures normales de travail : de 7 h à 19 h. (Le coût des services au cours de cette période est compris dans le prix de base).

1.2.15 Calendrier des travaux

- a. L'entrepreneur doit exécuter toutes les analyses de l'eau de puits au cours des heures normales de travail. Les travaux qui sont exécutés en dehors des heures normales de travail, y compris les heures supplémentaires, doivent être réalisés seulement avec la permission préalable du bureau de gestion ou du représentant désigné de la CCN, et ils doivent être coordonnés avec ces derniers.

2. Communication – Représentant de la CCN

L'entrepreneur retenu doit s'assurer d'obtenir et de connaître le nom du représentant officiel de la CCN du secteur dont il est question ici. Bien que le secteur où ont lieu les travaux puisse être sous la responsabilité et l'autorité d'une autre instance, le représentant officiel de la CCN est la seule

Cadre de référence – Services de surveillance de la qualité de l'eau de puits

personne-ressource avec laquelle l'entrepreneur peut communiquer. L'entrepreneur sera avisé si le représentant officiel de la CCN est remplacé par quelqu'un d'autre. Les problèmes et les défauts observés sur les lieux doivent être signalés immédiatement au représentant de la CCN.

3. Communication – Entrepreneur

L'entrepreneur retenu conviendra avec le représentant de la CCN, conjointement avec l'agent responsable de la passation des contrats de la CCN, de la façon dont ils communiqueront. La communication doit être établie pour les cas d'urgence qui pourraient survenir durant les opérations. De plus, l'entrepreneur doit établir le niveau d'autorité de son personnel. L'équipe se trouvant sur les lieux doit être munie d'un appareil de communication grâce auquel le représentant de la CCN pourra communiquer avec elle en tout temps durant les heures de travail et les opérations d'urgence.

4. Codes et normes

L'entrepreneur retenu doit posséder une bonne connaissance des codes et des normes énumérés ci-après et être en mesure de les appliquer rapidement et efficacement, selon une interprétation adéquate, durant les travaux réalisés pour la CCN.

Les normes et les codes suivants s'appliquent à tous les travaux :

- La partie II du *Code canadien du travail*;
- Les dispositions et les règlements de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* concernant les établissements industriels;
- Les dispositions de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* concernant les projets de construction;
- La *Loi sur la protection des végétaux* et les décrets ministériels de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA);
- Les codes canadiens de sécurité au travail et dans la construction;
- Le code de sécurité dans la construction en vigueur au Québec ou en Ontario (selon le cas);
- Toutes les politiques de la CCN en matière de santé et de sécurité au travail;
- Tout autre code, loi ou règlement fédéral, provincial ou municipal. S'il y a conflit ou divergence d'un règlement à l'autre, les exigences les plus rigoureuses s'appliqueront.

L'entrepreneur retenu ne fournira que du personnel qualifié, entièrement formé et expérimenté pour effectuer le travail demandé selon les pratiques exemplaires du domaine. Tous les travaux doivent être exécutés de manière professionnelle et selon les règles de l'art et ils doivent être en tout temps acceptables pour la CCN.

Si, après la réalisation de travaux, la CCN est d'avis que ceux-ci n'ont pas été exécutés selon les normes (sur le plan de la qualité ou de la quantité) que requiert l'ordonnance, elle en avisera l'entrepreneur. Si à la suite des discussions entre la CCN et l'entrepreneur, la CCN est toujours insatisfaite de la manière dont les travaux ont été réalisés, l'entrepreneur devra refaire les travaux à ses frais et à l'entière satisfaction de la CCN. Celle-ci a, à son entière discrétion, le pouvoir exclusif de déterminer si les travaux sont acceptables ou non.

En cas de rappel parce que la CCN estime que des travaux sont incomplets ou insatisfaisants, ou pour la réalisation de travaux sous garantie, les travaux seront réalisés aux seuls frais de l'entrepreneur.

5. Loi sur l'environnement

Tous les travaux seront exécutés conformément aux lois et aux règlements fédéraux et provinciaux (Québec et Ontario) sur l'environnement et à tout autre code, loi ou règlement provincial ou

Cadre de référence – Services de surveillance de la qualité de l'eau de puits

municipal, et s'il y a conflit ou divergence d'un règlement à l'autre, les exigences les plus rigoureuses s'appliqueront.

Aucune plante ne doit être arrachée à moins que la CCN l'ait précisé ou demandé. L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures de précaution pour veiller à ce qu'aucun dommage ne soit causé à la végétation devant demeurer en place.

Il n'est pas permis d'accéder aux lieux d'autres façons que par les voies de service ou les voies pavées prévues à cet effet sans avoir préalablement obtenu une approbation écrite de la CCN.

Les entrepreneurs doivent économiser l'énergie et les ressources naturelles non renouvelables tout en veillant à la protection de la propriété, à la sécurité des travailleurs, des occupants et du public et en respectant les règlements et règlements administratifs dérogatoires.

6. Inventaire du matériel et des outils

- a) L'entrepreneur doit fournir l'ensemble du matériel et des outils nécessaires pour réaliser les travaux prévus au contrat.
- b) Sur demande, l'ensemble du matériel et des outils doivent être mis à la disposition du représentant de la CCN aux fins d'inspection. L'entrepreneur doit fournir tout le matériel nécessaire pour réaliser adéquatement les travaux.
- c) Tous les véhicules et le matériel dont se sert l'entrepreneur doivent être propres et présentables, en plus de satisfaire aux normes de sécurité et aux exigences de permis en vigueur dans la province.
- d) Il sera interdit de stationner les véhicules sur les aires gazonnées; y circuler à bord d'un véhicule ne devrait être permis qu'en cas de nécessité absolue.
- e) Il faudra faire le plein avant d'arriver sur les lieux, avant ou après les heures de travail. Toutes les réparations doivent être faites hors site.
- f) Le matériel et les véhicules d'où s'échappe du liquide doivent être retirés des lieux immédiatement.
- g) Le nom de l'entreprise doit figurer sur tous les véhicules utilisés par l'entrepreneur et ceux-ci doivent être équipés d'un gyrophare sur le toit lorsqu'ils sont sur la route.

7. Affiches

L'entrepreneur ne peut installer ni permettre l'installation de panneaux ou d'affiches publicitaires sur les lieux des travaux sans avoir préalablement obtenu le consentement de la CCN.

8. Description générale des travaux

La réalisation des travaux décrits ici-même devra relever de professionnels qui, par le biais d'une formation connexe et de leur expérience de chantier, sont familiers avec les techniques, les outils et l'appareillage requis pour remplir toutes les fonctions connexes se rapportant à l'analyse de la qualité de l'eau et aux systèmes de traitement de l'eau ainsi qu'à l'entretien général et aux appels de service. Tous les entrepreneurs devraient avoir en leur possession les outils, l'éducation et l'expertise nécessaires pour diagnostiquer un problème et pour réaliser des réparations de qualité. La présentation de licences pertinentes s'avère obligatoire.

9. Qualifications

Les employés doivent avoir la formation, l'expérience et les qualifications requises pour faire le travail demandé, y compris les certificats de qualification. Ces derniers doivent détenir au moins le

Cadre de référence – Services de surveillance de la qualité de l'eau de puits

« Certificat d'exploitant de sous-réseau limité d'eau souterraine » délivré par le ministère de l'Environnement.

10. Qualité du travail

Les travaux doivent être exécutés de façon professionnelle par des employés formés et expérimentés respectueux des normes en vigueur à la CCN, dont son représentant leur fera part.

Les travaux qui sont défectueux à cause d'une mauvaise conception, d'une mauvaise qualité d'exécution, de l'utilisation de matériaux défectueux ou d'endommagements faisant suite à un manque de diligence ou à d'autres actions du genre et, peu importe s'il s'agit d'ouvrages incorporés ou non dans les travaux, et lesquels auront été rejetés par la CCN comme n'étant pas conformes au contrat, seront enlevés sans délai par l'Entrepreneur et remplacés et repris dans les plus brefs délais et de façon appropriée et ce, aux frais de l'Entrepreneur.

11. Heures de travail

Les heures normales de travail sont de 7 h à 19 h, du lundi au vendredi, sauf les jours fériés.

Les travaux ne peuvent être réalisés en dehors des heures normales ou des jours habituels de travail sans avoir d'abord reçu à ce sujet des directives ou une approbation pertinente de la part de la CCN.

Selon la nature des opérations, le représentant de la CCN peut changer l'heure à laquelle une journée de travail commence et se termine, ou même prolonger celle-ci, en donnant 24 heures d'avis.

1. Appel de service général (travail prévu) :

a) Taux horaire : de 7 h à 19 h – heures normales, du lundi au vendredi.

2. Rappels et appels d'urgence (travail non prévu) :

b) Taux horaire : après les heures normales du lundi au vendredi, les fins de semaine et les jours fériés.

Nonobstant le paragraphe qui précède, l'entrepreneur pourrait être appelé à réaliser des travaux en dehors des heures normales ou des jours habituels de travail sans avoir obtenu préalablement l'approbation de la CCN, lorsque cela est nécessaire pour assurer la sécurité des travailleurs ou pour protéger la propriété. Dans ces cas, il doit informer par écrit et le plus rapidement possible la CCN de la situation. Les rappels ont pour objet la réalisation de travaux imprévus et d'urgence, etc. L'entrepreneur y répondra en se rendant sur les lieux dans les 60 minutes suivant le moment de l'appel. Il sera rémunéré selon les taux établis.

Si, après avoir obtenu l'approbation de la CCN, l'entrepreneur choisit d'effectuer des travaux en dehors des heures normales dans son propre intérêt, le taux horaire normal s'appliquera.

La CCN s'attend à ce que l'entrepreneur trouve lui-même les fournisseurs des matériaux, des pièces et du matériel requis pour effectuer les travaux visés par l'ordonnance et qu'il prenne les dispositions nécessaires pour que ceux-ci soient disponibles au besoin.

Cadre de référence – Services de surveillance de la qualité de l'eau de puits

12. Formulaires et rapports

L'entrepreneur devra soumettre des formulaires de contrôle et des rapports, à la satisfaction de la CCN.

13. Transport

L'entrepreneur doit assurer le transport de son personnel, des outils et des matériaux vers et depuis le lieu du travail.

14. Code vestimentaire

L'entrepreneur doit savoir que le code vestimentaire qu'applique la CCN pour ces travaux interdit le port de teeshirts de style athlétique, de camisoles de type bain-de-soleil ou de shorts sur les lieux de travail. Tous les employés de l'entrepreneur doivent porter des vêtements propres et présentables, ainsi que des chaussures approuvées par la CSA. La chemise doit être exempte de déchirure et boutonnée en tout temps.

15. Retrait d'employés

- La CCN peut, à sa seule discrétion, demander à l'entrepreneur de réprimander ou de retirer un de ses employés ou de ses sous-traitants pour une ou plusieurs des raisons qui suivent, et l'entrepreneur doit répondre rapidement à cette demande;
- inaptitude au travail;
- intoxication;
- utilisation d'appareils de communication électronique durant l'exécution des tâches;
- usage d'un langage ou de gestes grossiers, blasphématoires, vulgaires ou obscènes;
- défaut de fournir du personnel qualifié;
- interruption du travail ou des travailleurs;
- action délibérée, négligente ou insouciante ne tenant pas compte des exigences en matière de sécurité ou d'hygiène;
- toute action qui, selon la CCN, constitue une nuisance publique ou une inconduite;
- toute autre raison considérée comme étant appropriée, à la seule discrétion de la CCN.

16. Autorisation de travail

- a) Le représentant de la CCN enverra à l'entrepreneur la demande indiquant le lieu précis des travaux, la quantité de travail et les dates auxquelles les travaux doivent être terminés.
- b) L'entrepreneur et le représentant de la CCN doivent s'entendre sur l'horaire de travail proposé. L'entrepreneur doit aviser le représentant de la CCN vingt-quatre (24) heures avant le début des travaux. Du début à la fin des travaux, l'entrepreneur devra travailler avec diligence.
- c) Avant le début de tous les travaux, il faut présenter une proposition de prix, sauf pour les services d'urgence.
- d) Quand les travaux seront terminés, l'entrepreneur devra les faire approuver par le représentant de la CCN.
- e) L'entrepreneur soumettra une facture pour l'exécution des travaux où seront indiqués le numéro du bon de commande et la description détaillée des travaux réalisés.

Cadre de référence – Services de surveillance de la qualité de l'eau de puits

17. Dommages

Les végétaux, les surfaces, les structures ou les autres éléments endommagés par suite des travaux réalisés dans le cadre du présent contrat doivent être remplacés ou réparés à l'entière satisfaction de la CCN ou du propriétaire de la propriété touchée, et ce, dans les dix (10) jours suivant le signalement des dommages à l'entrepreneur ou dans le délai indiqué par la CCN. Tout dommage doit être immédiatement signalé au représentant de la CCN.

18. Contrôle de la circulation

L'entrepreneur est responsable du contrôle de la circulation sur les routes dont la CCN et la municipalité ont la responsabilité. L'entrepreneur est responsable de fournir, d'installer et d'entretenir les dispositifs de signalisation nécessaires à la protection du public et du lieu des travaux. Le contrôle de la circulation doit être conforme au Manuel canadien de la signalisation routière. L'entrepreneur doit aussi se reporter au manuel pratique de contrôle de la circulation ainsi qu'aux politiques et règlements de la CCN. Tous les panneaux de signalisation servant à diriger la circulation doivent être bilingues.

19. Mesures de sécurité

Observer les exigences de sécurité stipulées dans le Code canadien de la sécurité sur les chantiers de construction ou prévues par le gouvernement provincial, la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et les autorités municipales concernant les mesures de sécurité sur les chantiers de construction. S'il y a conflit ou divergence d'un règlement à l'autre, les exigences les plus rigoureuses s'appliqueront.

Les employés porteront un gilet de sécurité là où les véhicules, les employés et le public pourraient entrer en collision.

20. Protection du public et de la propriété

L'entrepreneur doit considérer la sécurité, la santé et le bien-être du public comme étant primordiaux.

Lorsqu'il fournit des biens et des services, l'entrepreneur doit protéger la propriété de la CCN et celle des autres personnes de tout dommage. Il doit, à ses propres frais, réparer les dommages résultant de ses activités, sauf ceux qu'il n'aurait pu raisonnablement éviter dans le cadre de la réalisation des travaux.

La CCN exige des entrepreneurs auxquels elle fait appel qu'ils fournissent une copie de leurs programmes de sécurité, y compris les comptes rendus des réunions de chantier et l'information sur la sécurité liée aux pratiques de l'entreprise. Ils doivent joindre à leur proposition un résumé de leur programme de sécurité.

Lorsqu'il fournit des biens et des services, l'entrepreneur est le seul responsable de la sécurité des lieux de travail et il doit respecter les normes, les règles et les règlements appropriés en matière de santé et de sécurité au travail, de même que les décrets qui s'appliquent à ses actes et à sa conduite. L'entrepreneur est également responsable de la sécurité du public durant la réalisation des travaux. L'équipement de protection individuel doit être utilisé selon les besoins, être en bon état, convenir aux tâches à effectuer et respecter toutes les normes réglementaires. Des dispositifs de sécurité et de protection doivent être en place et fonctionnels.

L'entrepreneur doit effectuer les travaux en dérangeant le moins possible les occupants et le public et en nuisant le moins possible à l'usage habituel des lieux. Il doit protéger des dommages

Cadre de référence – Services de surveillance de la qualité de l'eau de puits

les travaux déjà réalisés, déplacer le mobilier et les installations pour accéder au lieu des travaux et les remettre en place après leur réalisation. Au besoin, il doit recouvrir le mobilier et les installations se trouvant à proximité avant de commencer les travaux, et les découvrir une fois les travaux terminés. L'entrepreneur ne peut pas laisser ni entreposer son matériel et ses outils sur place.

21. Élimination des déchets

L'entrepreneur ne doit pas laisser les déchets et les rebus s'accumuler dans la zone des travaux et il doit enlever et éliminer quotidiennement les débris et les matériaux usagés et inutilisables. Il est en tout temps responsable du retrait et de l'élimination des matériaux utilisés sur les lieux des travaux. Il doit transporter les matières vers les sites d'élimination approuvés par la municipalité. Il doit également transporter les matières dangereuses vers les sites d'élimination approuvés. L'entrepreneur est responsable du paiement de tous les frais liés à l'élimination des différentes matières. Les restrictions quant au déplacement de ces matières imposées par l'ACIA (Agence canadienne d'inspection des aliments) doivent être respectées en tout temps.

22. Taux unitaires

Les taux unitaires doivent comprendre tous les coûts, y compris, sans s'y limiter, les suivants :

- a. le coût de l'ensemble de la main-d'œuvre (y compris de l'opérateur), de l'échantillonnage, des essais et du matériel;
- b. les frais généraux, notamment les permis, les licences, les dessins, le kilométrage, les frais de camion, les coûts de carburant et les suppléments connexes, les pièces, le transport, les mesures de sécurité et de protection de l'environnement, les sous-traitants, etc.
- c. les frais de mobilisation et de démobilitation (y compris des services de contrôle de la circulation au besoin), afin que ces activités soient menées de manière efficace et sécuritaire;
- d. l'élimination;
- e. les autres coûts et dépenses.

Cadre de référence – Services de surveillance de la qualité de l'eau de puits

ANNEXE A

Les inspections doivent avoir lieu deux fois par année civile. Présenter un taux unitaire global ferme (comprenant les frais généraux, les profits et les coûts connexes) et le prix des matériaux requis en dollars canadiens pour environ 150 propriétés résidentielles.

SERVICES DE SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DE L'EAU DE PUIITS – LISTE DES PROPRIÉTÉS

LISTE DES PROPRIÉTÉS
2594, promenade Prince Of Wales (00000026)
1751, avenue Woodroffe (00000490)
208, croissant Grenfell (00000492)
5120, chemin Old Richmond (00000494)
4760, chemin Hunt Club Ouest (00000508)
5420, chemin Russell (00000509)
3302, chemin Davidson (00000250)
3534, rue Bank (00000256)
3136, chemin Conroy (00000262)
2271, rue Maurice (00000288)
115, boulevard Lucerne (00000544)
2190, rue Desjardins (00000032)
4584, chemin Ridge (00000033)
2170, chemin Anderson (00000034)
4839, chemin Ridge (00000038)
44, promenade Riverdown (00000047)
4435, rue Bank (00000306)
4300, chemin Russell (00000310)
3556, chemin Conroy (00000060)
4018, chemin Albion (00000063)
538, chemin River (00000319)
418, chemin River (00000066)
399, chemin River (00433971)
3155, chemin Davidson (00000069)
3160, chemin Ramsayville (00000328)
4074, chemin Old Richmond (00000075)
4062, chemin Old Richmond (00000078)
5585, chemin Ridge (00000332)
1757, avenue Woodroffe (00000083)
2811, chemin Ramsayville (00000334)
216, croissant Grenfell (00000085)
4642, chemin Ridge (00000335)
228, croissant Grenfell (00000086)
1929, avenue Woodroffe (00000087)
4727, chemin Ridge (00000337)
2755, chemin Ramsayville (00000091)
4679, chemin Ridge (00000093)
4777, chemin Ridge (00000095)
1731, chemin Robertson (00000345)

Cadre de référence – Services de surveillance de la qualité de l'eau de puits

201, promenade Moodie (00000346)
821, chemin Corkstown (00000347)
3965, chemin Anderson (00000102)
230, chemin Davidson Side (00000348)
200, promenade Moodie (00000349)
3409, chemin Ramsayville (00000105)
5071, chemin Ridge (00000110)
3664, avenue Carling (00000351)
3804, avenue Carling (00000111)
101, chemin Herzberg (00000352)
2069, avenue Woodroffe (00000356)
5790, chemin Russell (00000359)
5480, chemin Russell (00000363)
17, avenue Bayfield (00000114)
21, avenue Bayfield (00000115)
37, rue Hastings (00000117)
3659, avenue Carling (00000121)
61, chemin Davidson s Side (00000123)
2823, promenade Prince Of Wales (00000130)
3229, chemin Richmond (00000131)
2597, chemin Robertson (00000133)
111, chemin Rifle (00000144)
19, chemin Burke (00000148)
3820, avenue Carling (00000149)
5092, chemin Old Richmond (00000151)
5146, chemin Old Richmond (00000377)
5036, chemin Old Richmond (00000152)
5142, chemin Old Richmond (00000378)
5026, chemin Old Richmond (00000153)
5022, chemin Old Richmond (00000154)
2972, chemin Lester (00000155)
3489, chemin Davidson (00000159)
2765, chemin Robertson (00000381)
2775, chemin Robertson (00000382)
3664, chemin Hawthorne (00000163)
5184, chemin Renaud (00000164)
13, chemin Burke (00000386)
5159, chemin Renaud (00000168)
7, chemin Burke (00000387)
2301, rue Maurice (00000171)
2285, rue Maurice (00000174)
2270, rue Maurice (00000175)
4229, chemin Whyte Side (00000177)
2664 et 2700, promenade Prince of Wales (00000399)
2187, rue Desjardins (00000178)
3370, chemin Ramsayville (00000179)
4420, chemin Hunt Club Ouest à l'autoroute (00000404)
3525, chemin Ramsayville (00000408)

Cadre de référence – Services de surveillance de la qualité de l'eau de puits

3899, chemin Hawthorne (00000201)
2126, chemin Anderson (00000203)
4179, chemin Whyte Side (00000204)
4187, chemin Whyte Side (00000205)
4195, chemin Whyte Side (00000206)
5063, chemin Ridge (00000210)
5176, chemin Ridge (00000211)
3763, allée Farmers (00000431)
5358, chemin Ridge (00000216)
3982, chemin Albion (00000226)
4028, chemin Albion (00000227)
1342, boulevard St Joseph (00000232)
295, chemin Herzberg (00000451)
639, chemin du lac Meech (00000726)
411, chemin River (00000238)
412, chemin River (00000240)
414, chemin River (00000241)
3170, chemin Davidson (00000246)
28, chemin Valle Verde (00000732)
2836, chemin Lester (00000249)
3799, chemin Hawthorne (00005038)
139, chemin Cross Loop (00005054)
5220, chemin Russell (00097621)
3528, chemin Hawthorne (00243999)
2191, avenue Woodroffe (00244045)
19 Lacharite (00366608)
93 Kingsmere (00457927)

ANNEXE B

EST – Propriétés résidentielles se trouvant dans le secteur délimité par le chemin Tenth Line à l'est, la rivière des Outaouais au nord, le boulevard St-Laurent à l'ouest et le chemin Mitch Owens au sud (voir la carte à l'annexe C).

Environ soixante-six (66) propriétés résidentielles

CENTRE – Propriétés résidentielles se trouvant dans le secteur délimité par le boulevard St-Laurent et le chemin Hawthorne à l'est, la rivière des Outaouais au nord, le chemin Greenbank à l'ouest et le chemin Earl Armstrong et la promenade Strandherd au sud (voir la carte à l'annexe C).

Environ soixante-quinze (75) propriétés résidentielles

OUEST – Propriétés résidentielles se trouvant dans le secteur délimité par le chemin Eagleson à l'ouest, la rivière des Outaouais au nord, le chemin Greenbank à l'est et la promenade Strandherd et le chemin Fallowfield au sud (voir la carte à l'annexe C).

Environ trente et une (31) propriétés résidentielles

QUÉBEC – Propriétés résidentielles se trouvant dans le secteur délimité par le chemin Vanier et le chemin de la Montagne Nord à l'ouest, le lac Meech au nord, la rivière Gatineau à l'est et la rivière des Outaouais au sud.

Environ neuf (9) propriétés résidentielles

INSTRUCTIONS AU SOUMISSIONNAIRES

1. Adresse

L'enveloppe contenant la soumission doit être adressée au Service des approvisionnements, Commission de la capitale nationale, 40, rue Elgin, bureau de la sécurité au 2^e étage, Ottawa (Ontario) K1P 1C7.

On doit indiquer clairement sur l'enveloppe, le nom et l'adresse du soumissionnaire, ainsi que la date et l'heure limites de réception des soumissions.

2. Réception des soumissions

La CCN doit recevoir les soumissions au plus tard à la date et à l'heure limites indiquées. Le soumissionnaire doit poster ou livrer sa soumission à temps: les soumissions reçues après la date et l'heure indiquées seront refusées.

3. Soumissions non-acceptables

Soumissions non-présentées sur la formule jointe de soumission et de contrat.

Soumissions par télécopieur à moins d'avis contraire.

Soumissions et modifications reçues après la date et l'heure limites.

Soumissions incomplètes peuvent être rejetées.

Soumissions non signées seront sujet à être disqualifiées.

Si une garantie est exigée en vertu des présentes instructions et qu'elle n'est pas jointe à la soumission, cette dernière peut être rejetée.

4. Modification des soumissions

Le soumissionnaire peut modifier sa soumission par télécopieur, ou lettre reçue avant l'heure et date de fermeture des soumissions.

Les télécopieurs, lettres ou télégrammes, doivent indiquer clairement les modifications à apporter.

5. Garanties

1. Garantie accompagnant la soumission. Si une garantie est exigée en vertu des Clauses 2 de la formule de Soumission/Contrat, la soumission doit être accompagnée d'une garantie au montant indiqué.

INSTRUCTIONS AU SOUMISSIONNAIRES

2. Garantie acceptable:

- i) Cautionnement de soumission d'une compagnie agréée par la CNN, à des conditions acceptées par cette dernière;

OU

- ii) Chèque visé tiré sur une banque soumise à la Loi sur les banques ou à la Loi sur les banques d'épargne du Québec, et établi au nom de la CCN;

OU

- iii) Obligations du gouvernement du Canada payables au porteur;

OU

- iv) Argent comptant.

3. Sur l'avis d'acceptation de la soumission:

1. Si cette dernière a une valeur inférieure à 30 000,00 \$, incluant les taxes, le soumissionnaire choisi peut être appelé par la Commission à fournir le dépôt de garantie, tel qu'indiqué à la Clause 2 de la formule de Soumission/Contrat;

2. Si la soumission a une valeur supérieure à 30 000,00 \$, incluant les taxes, le soumissionnaire choisi sera appelé par la Commission à fournir le dépôt de garantie, tel qu'indiqué à la Clause 2 de la formule de Soumission/Contrat.

6. Acceptation de la soumission

La Commission ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

7. Façon de remplir la formule Soumission/Contrat

Indiquer les prix pour chaque unité de mesure ou quantité estimative sur la formule Soumission/Contrat ou inscrire le montant total de la soumission à la Clause 3.

Si les descriptions, unités de mesure et quantités estimatives figurent sur la formule Soumission/Contrat, inscrire le prix unitaire de chaque article, le multiplier par la quantité estimative, porter le résultat à la colonne Total et additionner les chiffres de cette dernière colonne pour obtenir le montant total. Calculer la TPS et la TVQ (si applicable) sur le montant totale.

INSTRUCTIONS AU SOUMISSIONNAIRES

Dactylographier ou écrire lisiblement en lettres moulées dans chacune des cases appropriées la raison sociale complète et l'adresse d'affaires de l'entrepreneur.

Signer la formule de Soumission/Contrat à l'endroit prévu à cette fin et tel qu'indique ci-après:

La soumission doit être signée par le représentant de la société dûment autorisée et la qualité officielle du représentant doit figurer en regard de sa signature habituelle. Le sceau officiel de la société doit être apposé sur votre soumission.

Ne rien inscrire dans la case réservée à l'usage de la Commission de la Capitale nationale.

Le soumissionnaire doit conserver un exemplaire pour ses dossiers.

8. Assurances

L'entrepreneur doit tenir en vigueur une assurance ou payer les cotisations le protégeant ainsi que la CCN, contre les réclamations d'accidents de travail, les poursuites en dommages ou pour blessures corporelles, y compris le décès, et de toutes réclamations pour dommages à la propriété pouvant découler des travaux qu'il entreprend en vertu du présent marché. A titre de protection, les attestations d'assurance doivent être déposées à la CCN et tenues en vigueur jusqu'à ce que ladite Commission certifie que les travaux sont terminés.

L'entrepreneur doit tenir en vigueur une assurance nommant la Commission de la Capitale nationale comme bénéficiaire aux tiers d'au moins 5 000 000,00 \$ contre la responsabilité civile et les dommages matériels. L'assurance doit couvrir les dommages découlant d'un accident ou d'une négligence. L'entrepreneur doit déposer un exemplaire de la police auprès de la CCN avant le début des travaux.

REMARQUE: Les présentes instructions ne doivent pas être présentées avec votre soumission.

9. **Demandes de certificats d'approbations**

Dans tous les cas où des matériaux sont indiqués d'après la marque de commerce ou le nom du manufacturier, la soumission doit être fondée sur l'usage de ces matériaux. Durant la période de soumission, des matériaux de remplacement seront envisagés à condition que la description complète en soit donnée par écrit au moins sept jours avant la date d'échéance de la remise des soumissions. L'approbation des changements sera signifiée par l'incorporation d'un addenda aux documents de soumission.

EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Exigences relatives à la sécurité

La CCN respecte la *Politique sur la sécurité du gouvernement* du Conseil du Trésor et, par conséquent, elle exigera que les employés de l'entrepreneur se soumettent à une enquête de sécurité sur le personnel (Formulaire d'autorisation de sécurité SCT/TBS 330-60F). La CCN pourrait aussi procéder à une enquête de crédit lorsque les fonctions ou les tâches à exécuter l'exigent ou si un casier judiciaire contient une accusation ou une infraction de nature financière.

Les renseignements personnels associés à ces cotes de sécurité sont conservés dans la banque de données suivante: POU 917 – Contrôle de sécurité du personnel.

La CCN se réserve le droit de ne pas octroyer le contrat tant que les employés de l'Entrepreneur n'ont pas obtenu la cote de sécurité requise telle que définie par la sécurité de l'entreprise de la CCN. Dans le cas présent, le niveau de sécurité requis sera (**Fiabilité, accès aux sites, secret**)*.

**À des fins opérationnelles, en s'appuyant sur les avis et conseils de la sécurité de l'entreprise de la CCN, une mise à jour du niveau de sécurité (confidentiel, secret et très secret) peut-être requise suivant la nature délicate des renseignements et des biens à accéder.*

Informations supplémentaires

Dans le cadre de l'enquête de sécurité sur le personnel, les individus pourraient-être tenus de fournir une preuve de leur statut de citoyen canadien ou de résident permanent ainsi que toute autre information/documentation exigée par la sécurité de l'entreprise de la CCN pour compléter l'enquête de sécurité.

La CCN se réserve le droit de refuser l'accès aux employés qui ne réussissent pas à obtenir la cote de sécurité requise.

La CCN se réserve le droit d'imposer des mesures de sécurité supplémentaires dans le cadre du présent contrat si le besoin s'en fait sentir.

Selon une évaluation des menaces et des risques ou tout autre type d'évaluation de sécurité, la sécurité de l'entreprise de la CCN peut recommander des mesures additionnelles de sécurité matérielle pour tenir compte de changements aux menaces ou à des fins opérationnelles.

La CCN se réserve aussi le droit de demander que l'entrepreneur se soumette à une vérification d'organisme désigné et/ou à une attestation de sécurité d'installations – selon la nature de l'information qui lui sera confiée.

Représentant de l'entreprise en matière de sécurité

L'entrepreneur devra désigner un représentant de l'entreprise en matière de sécurité ainsi qu'un suppléant (pour les entreprises qui ont plus de cinq employés).

Les critères de sélection du représentant et de son suppléant sont les suivants :

- Ils doivent être des employés de la firme.
- Ils doivent posséder une cote de sécurité (la CCN traitera les cotes de sécurité une fois les individus désignés).

EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Responsabilités du représentant de l'entreprise en matière de sécurité

Les responsabilités du représentant sont les suivantes :

- Assurer la liaison entre la sécurité de l'entreprise de la CCN et l'entrepreneur pour garantir une bonne coordination.
- En collaboration avec la sécurité de l'entreprise de la CCN, identifier les employés de l'entrepreneur qui auront besoin d'accéder aux biens et sites de la CCN ou à de l'information détenue par la CCN **ainsi que tous les sous-traitants récurrents** (et leurs employés) qui auront besoin d'un accès similaire et ne pourront peut-être pas être supervisés par l'entrepreneur en tout temps durant les périodes d'accès. S'assurer que la documentation de l'enquête de sécurité sur le personnel soit exacte et complète lorsque soumise à la sécurité de l'entreprise de la CCN, pour les employés et les sous-traitants identifiés.
- S'assurer que les employés et/ou les sous-traitants, après avoir été informés de l'obtention de leur cote (**Fiabilité, accès aux sites, secret**), signent le certificat d'enquête de sécurité et profil de sécurité et les remettent à la sécurité de l'entreprise de la CCN.
- S'assurer que seules les personnes qui ont fait l'objet d'une enquête de sécurité au niveau approprié et qui obéissent au principe du besoin de savoir, auront accès aux informations et aux biens.
- Maintenir une liste à jour des employés et/ou des sous-traitants qui ont fait l'objet d'une enquête de sécurité.
- S'assurer de la bonne sauvegarde de tous les biens et informations, y compris tout bien ou information confié aux sous-traitants.
- Si l'on constate un manquement à la sécurité ou suspecte une infraction à la sécurité, préparer et soumettre un rapport d'événement à la CCN aussi tôt que possible.

Accès au site

Sauf indications contraires, toutes les visites sur sites considérés sensibles (résidences officielles) devront être coordonnées et approuvées par les Services de sécurité de la CCN.

Références

[Loi sur la protection de l'information](#)

[Loi sur l'accès à l'information](#)

[Loi sur la protection des renseignements personnels](#)

[Politique sur la sécurité du gouvernement](#)

CONDITIONS GÉNÉRALES

1. Définitions des termes

Dans le contrat, l'expression

- a) "Architecte/Ingénieur" désigne toute personne qui peut être expressément désignée par le directeur général adjoint - Développement ou en son nom en vertu de l'adjudication du présent contrat;
- b) "travaux" comprend la totalité des ouvrages main-d'oeuvre, matériaux, matières et choses que l'Entrepreneur est tenu de faire, de fournir et d'exécuter en vertu du contrat.

2. Cession du contrat et de Sous-contrats

L'Entrepreneur ne peut céder le contrat sans le consentement par écrit de la Commission. Il ne peut adjuger la totalité ou une partie des travaux à un sous-entrepreneur sans le consentement de l'Architecte/ingénieur. Chaque adjudication faite à un sous-entrepreneur doit se conformer à toutes les modalités et conditions du présent contrat qui peuvent raisonnablement s'y appliquer.

3. Membres de la Chambre des communes

Aucun membre de la Chambre des communes n'est admis à être partie du contrat, ni à participer à aucun des bénéfices ou profits qui en proviennent.

4. Indemnisation

L'Entrepreneur doit tenir la Commission de la capitale nationale indemne et à couvert de toutes réclamations, pertes, frais, dommages, actions, poursuites et procédures par suite, à cause ou à l'occasion de l'activité de l'Entrepreneur dans l'exécution des travaux, sauf ceux découlant d'un manque ou d'un vice du titre de propriété sur l'emplacement des travaux ou d'une contrefaçon d'un brevet d'invention relatif au dessin fourni par la Commission de la capitale nationale, mais comprenant ceux découlant des omissions, des actes non justifiés et des retards dans l'exécution des travaux du contrat.

5. Propriété de la Commission de la capitale nationale

L'entrepreneur est responsable envers la Commission de la capitale nationale de toutes pertes ou dommages, autres que l'usure ou la détérioration raisonnables, causés à la propriété de la Commission de la capitale nationale lors de l'exécution des travaux, attribuables ou non à des causes indépendantes de sa volonté. L'Entrepreneur ne se servira de la propriété que selon les instructions de l'Architecte/Ingénieur et il devra faire rapport à l'Architecte/Ingénieur de l'usage qu'il fait de ladite propriété en tout temps lorsqu'on le lui demandera.

CONDITIONS GÉNÉRALES

6. Lois et permis municipaux

L'entrepreneur respectera toutes les lois et tous les règlements relatifs aux travaux, qu'ils soient d'origine fédérale, provinciale ou municipale, comme si les travaux étaient exécutés pour une personne autre que la Commission de la capitale nationale et il devra payer tous les permis et certificats exigés relativement à l'exécution des travaux.

7. Main-d'oeuvre et matériaux canadiens

L'Entrepreneur emploiera de la main-d'oeuvre et des matériaux canadiens dans l'exécution des travaux, dans toute la mesure où ils seront disponibles, et il s'adressera au Centre de main-d'oeuvre du Canada afin de recruter ce personnel.

8. Publicité

- a) L'Entrepreneur ne permettra pas de cérémonie publique, n'érigera pas ou ne permettra pas l'érection d'enseignes ou de publicité, relativement aux travaux, sans la permission de l'Architecte/Ingénieur.
- b) Toutes les enseignes extérieures érigées par l'Entrepreneur doivent être en français et en anglais et soumises à l'approbation de la CCN.

9. Matériaux, outillage, etc. deviennent propriété de la Commission de la capitale nationale

Tous les matériaux et tout l'outillage utilisés et fournis pour les travaux deviennent la propriété de la Commission de la capitale nationale, ne seront pas enlevés de l'emplacement des travaux et ne seront pas utilisés à d'autres fins que ces travaux tant que, s'ils ne sont pas incorporés aux travaux, l'Architecte/Ingénieur n'aura pas certifié qu'ils ne sont plus requis aux fins des travaux. L'Entrepreneur est responsable des pertes et des dommages causés aux matériaux et à l'outillage appartenant à la Commission de la capitale nationale en vertu du présent article.

10. Surintendant et ouvriers de l'Entrepreneur

L'Entrepreneur gardera un surintendant compétent en tout temps à pied d'oeuvre jusqu'à l'achèvement des travaux à moins d'avoir reçu une autorisation contraire de l'Architecte/Ingénieur. Le Surintendant doit être acceptable à l'Architecte/Ingénieur et avoir l'autorité de recevoir au nom de l'Entrepreneur les ordres et les communications relatifs au contrat. Tout surintendant et ouvrier que l'Architecte/Ingénieur ne peut pas accepter parce qu'il est incompetent, qu'il se conduit mal ou qu'il constitue un danger pour la sécurité nationale, sera renvoyé des lieux des travaux et remplacé séance tenante.

CONDITIONS GÉNÉRALES

11. Coopération avec les autres Entrepreneurs

L'Entrepreneur coopérera entièrement avec les autres entrepreneurs et ouvriers que l'Architecte/Ingénieur enverra sur le chantier. Si l'envoi au chantier d'autres entrepreneurs et ouvriers ne pouvait être raisonnablement prévu par l'Entrepreneur au moment de la conclusion du contrat et si, de l'avis de l'Architecte/Ingénieur, l'Entrepreneur a encouru des dépenses supplémentaires en se conformant au présent article, et si l'Entrepreneur a donné par écrit un avis préalable de trente jours avant de présenter un réclamation, la Commission de la capitale nationale doit payer à l'Entrepreneur le coût de ces dépenses supplémentaires calculé en conformité de l'article 20.

12. Obligations de l'Entrepreneur et du sous-entrepreneur et réclamations contre eux

- a) L'Entrepreneur acquittera toutes ses obligations légitimes et fera droit à toutes les réclamations légitimes faites contre lui en conséquence de l'exécution des travaux au moins aussi souvent que le présent contrat obligera la Commission de la capitale nationale à acquitter ses obligations envers l'Entrepreneur, et il fera, sur demande, une déclaration statutaire témoignant de l'existence et de l'état des obligations et réclamations.
- b) Aux fins d'acquitter les obligations légitimes de l'Entrepreneur ou d'un sous-entrepreneur ou de faire droit aux réclamations légitimes faites contre eux en conséquence de l'exécution des travaux, la Commission de la capitale nationale peut payer tout montant qui est dû et payable à l'Entrepreneur en vertu du contrat et après appropriation et négociation du dépôt de garantie, mentionné à l'article 18 ci-après, s'il y a lieu, directement aux créanciers de l'Entrepreneur ou du sous-entrepreneur ou aux autres personnes qui font lesdites réclamations.

13. Droits et obligation de l'Architecte/Ingénieur

- a) Aura accès aux ouvrages en tout temps lors de l'exécution des travaux et l'Entrepreneur fournira à l'Architecte/Ingénieur tous les renseignements et l'aide dont il aura besoin afin de s'assurer que les travaux sont exécutés selon les exigences du contrat.
- b) Décidera de toute question de savoir si quelque chose a été fait comme l'exige le contrat ou de savoir ce que l'Entrepreneur est tenu de faire en vertu du contrat, y compris les questions touchant l'acceptabilité, la qualité et la quantité de la main-d'oeuvre, de l'outillage et des matériaux utilisés dans l'exécution des travaux et celles concernant le calendrier et le programme des diverses phases de l'exécution des travaux;
- c) Aura le droit d'ordonner l'exécution des travaux supplémentaires, d'éliminer ou de changer entièrement ou en partie les travaux prévus par les plans et les devis. L'Architecte/Ingénieur décidera si ce qui a été fait ou n'a pas été fait en conformité de directives données en vertu du présent alinéa a augmenté ou diminué le coût des travaux pour l'Entrepreneur en vertu du contrat sera augmenté ou diminué en conséquence suivant un montant calculé en conformité de l'article 20 ci-après. L'Entrepreneur se conformera à toute décision ou directive donnée par l'Architecte/Ingénieur en conformité du présent article.

CONDITIONS GÉNÉRALES

14. Retard ou vice d'exécution

Lorsque l'Entrepreneur tarde à commencer, exécuter ou compléter les travaux ou ne se conforme pas à une directive ou à une décision rendue en bonne et due forme par l'Architecte/Ingénieur, ou a omis de remplir un engagement en vertu du contrat, l'Architecte/Ingénieur peut prendre les mesures nécessaires en vue de remédier à l'omission de la part de l'Entrepreneur.

L'Entrepreneur remboursera à la Commission de la capitale nationale tous les frais, les dépenses et les dommages encourus ou subis par la Commission de la capitale nationale par suite de l'omission de la part de l'Entrepreneur ou en remédiant à ladite omission. En plus des mesures correctives déjà mentionnées dans le présent article, la Commission peut, si l'omission se poursuit pendant six jours après que l'Architecte/Ingénieur en a averti l'Entrepreneur par écrit, mettre fin au contrat en conformité de l'article 17 (3).

15. Changements des conditions du sol, retard de la part de la Commission de la capitale nationale

- a) aucun paiement supplémentaire ne sera fait à l'Entrepreneur pour des dépenses supplémentaires encourues, pour perte ou dommage subi ou pour quelque raison que ce soit, à moins que l'Architecte/Ingénieur ne certifie que la dépense supplémentaire, la perte ou le dommage est directement attribuable:
 - i) s'il s'agit d'un contrat à montant fixe, à un écart considérable entre les renseignements sur les conditions du sol à pied d'oeuvre consignés dans les plans et devis et les conditions réelles du sol à cet endroit.
 - ii) à la négligence ou à un retard se produisant après la date du contrat, de la part de la Commission de la capitale nationale, à fournir tous renseignements ou à faire tout ce qu'elle est tenue expressément de faire par contrat ou selon l'usage de métier ou l'Entrepreneur n'ait présenté un avis par écrit de sa réclamation à l'Architecte/Ingénieur pour des dépenses supplémentaires, des pertes ou des dommages, dans les trente (30) jours de la date où il s'est rendu compte des conditions différentes du sol, ou de la date du début de la négligence ou du retard. Le montant de tout paiement supplémentaire à faire en vertu du présent article sera calculé en conformité de l'article 20.
- b) Si, de l'avis de l'Architecte/Ingénieur, l'Entrepreneur a réalisé une économie par suite des conditions différentes du sol, dont il est fait mention au sous-alinéa ci-dessus, le montant de cette économie sera déduit du prix du contrat dont il est fait état à la clause 1 de l'Offre et Entente.

16. Protestation contre une décision de l'Architecte/Ingénieur

Si, dans 10 jours de la communication par l'Architecte/Ingénieur d'une décision ou directive rendue ou émise par l'Architecte/Ingénieur, l'Entrepreneur a donné à l'Architecte/Ingénieur un avis écrit par lequel il accepte cette décision ou directive sous réserve, la Commission de la capitale nationale paiera à l'Entrepreneur le coût, calculé en conformité de l'article 20, de tout ce que l'Entrepreneur a été obligé de faire, par suite de la décision ou directive, en sus de ce que le contrat, correctement compris, l'aurait obligé de faire.

CONDITIONS GÉNÉRALES

17. Suspension ou résiliation du contrat

1. La Commission peut en tout temps suspendre ou résilier le contrat en donnant un avis par écrit à cet effet à cet effet à l'Entrepreneur. L'Entrepreneur se conformera à cet avis immédiatement.
2. Si la Commission suspend les travaux pour une période de trente (30) jours au moins, l'Entrepreneur devra achever les travaux lorsqu'on le lui demandera il aura droit au paiement de compensation calculé en conformité de l'article 15 ci-dessus. Si la Commission suspend les travaux pour une période supérieure à 30 jours, l'Entrepreneur peut demander à la Commission de résilier le contrat en vertu de l'alinéa (4) ci-après.
3. Si la Commission met fin au contrat parce que l'Entrepreneur a failli à l'exécution des travaux, est devenu insolvable ou a commis un acte de faillite, l'obligation de la Commission de la capitale nationale à faire des paiements à l'Entrepreneur cessera dès lors et aucun paiement supplémentaire ne sera fait à l'Entrepreneur à moins que l'Architecte/Ingénieur ne certifie que la Commission de la capitale nationale peut faire des paiements supplémentaires sans subir de préjudice financier. La résiliation du contrat en conformité du présent alinéa ne libérera l'Entrepreneur d'aucune obligation juridique ou contractuelle autre que celle d'achever l'exécution matérielle des travaux. Dans de telles circonstances, l'Architecte/Ingénieur peut achever ou faire achever les travaux de la manière qu'il juge convenable, et tous les frais encourus et les dommages subis par la Commission de la capitale nationale en raison du non-achèvement des travaux par l'Entrepreneur seront payables à la Commission de la capitale nationale par l'Entrepreneur.
4. Si la Commission met fin aux travaux d'une façon autre que celle prévue à l'alinéa 3 ci-dessus, la Commission de la capitale nationale paiera à l'Entrepreneur un montant calculé en conformité de l'article 20 ci-après et sujet aux suppléments et aux déductions prévus par les Conditions générales ou les Conditions de travail, moins tous les paiements faits en conformité de l'article 26 (3) ci-après. En aucun cas cependant, ce montant payé ne devra dépasser le montant qui aurait été payable si l'Entrepreneur avait mené son contrat à terme.

18. Dépôt de garantie

Si l'Entrepreneur fournit un dépôt de garantie relativement au présent contrat, on l'utilisera selon les dispositions du Règlement sur les marchés de l'État; cependant, si l'Entrepreneur a violé ou n'a pas rempli ses engagements en vertu du contrat, la Commission de la capitale nationale peut s'approprier ou négocier le dépôt à son propre usage. Si l'Entrepreneur dépose un cautionnement de paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux relativement au présent contrat, l'Entrepreneur placera à cet effet un avis sur les lieux de travail indiquant le nom et l'adresse de la compagnie de garantie, la définition des personnes protégées par ce cautionnement et une explication générale de la procédure à suivre pour présenter une réclamation.

CONDITIONS GÉNÉRALES

19. Aucun paiement supplémentaire

Le montant payable à l'Entrepreneur en vertu du contrat ne sera ni diminué ni augmenté en raison d'une augmentation ou d'une diminution du coût des travaux résultant d'une augmentation ou d'une diminution du coût de l'outillage, de la main-d'oeuvre ou des matériaux; toutefois, dans le cas d'une modification à une taxe particulièrement affectant le coût des matériaux incorporés ou à incorporer dans les travaux, et imposée par la Loi sur l'accises, la Loi sur la taxe d'accises, la Loi sur la sécurité de la vieillesse, la Loi sur les douanes et le tarif des douanes, et rendue publique après la date de présentation des soumissions, un ajustement convenable peut être fait.

20. Établissement des coûts

Aux fins des articles 11, 13(3), 15, 16 et 17(4), le montant payable à l'Entrepreneur sera, sous réserve des dispositions de l'article 26(2ii) ci-après, basé sur les prix unitaires, s'il en est, établis à la clause 4 de l'Offre et Entente. Si ces prix unitaires ne sont pas applicables, L'Architecte/Ingénieur et l'Entrepreneur pourront s'entendre sur le montant payable. S'il n'y a pas entente, le montant payable sera le montant des dépenses raisonnables et justes payées ou légalement payables par l'Entrepreneur et directement attribuables aux travaux plus 10% de ces mêmes dépenses pour couvrir les frais généraux, y compris les frais de financement et d'intérêt, et le profit, tel que certifié par l'Architecte/Ingénieur.

21. Écriture à tenir par l'Entrepreneur

1. L'Entrepreneur devra tenir des écritures complètes concernant ses chiffres estimatifs et le coût réel des travaux ainsi que les appels d'offre, devis estimatifs, contrats, correspondance, factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant, les tenir à la disposition de la Commission ou de personnes agissant en son nom à des fins de vérification et d'inspection, leur permettre d'en prendre des copies et d'en faire des extraits et leur fournir tous les renseignements qu'ils peuvent, de temps à autre, exiger relativement à ces écritures.
2. En vertu du présent article, les écritures tenues par l'Entrepreneur devront être conservées intactes pendant une période de deux ans à compter de la date de la délivrance du Certificat définitif d'achèvement conformément à l'article 24 des Conditions générales ou jusqu'à l'expiration de toute autre période que la Commission peut fixer.
3. L'Entrepreneur doit obliger tous les sous-traitants et toutes les entreprises, sociétés et personnes qui contrôlent directement ou indirectement l'Entrepreneur à se conformer aux paragraphes 1 et 2 comme s'ils étaient l'Entrepreneur.

22. Prolongation du délai

La Commission peut, à la demande de l'Entrepreneur faite avant le jour fixé pour l'achèvement des travaux, accorder une prolongation du délai d'exécution. L'Entrepreneur devra payer à la

CONDITIONS GÉNÉRALES

Commission de la capitale nationale un montant égal aux frais et dommages subis par la Commission de la capitale nationale en raison du retard dans l'achèvement des travaux, à moins que la Commission ne juge que ce retard est attribuable à des phénomènes indépendants de la volonté de l'Entrepreneur.

23. Déblaiement de l'emplacement

À l'achèvement des travaux, l'Entrepreneur déblaiera et nettoiera les travaux et leur emplacement à la satisfaction et en conformité des directives de l'Architecte/Ingénieur.

24. Certificats de l'Architecte/Ingénieur

Le jour où les travaux seront achevés et où l'Entrepreneur se sera conformé au contrat et à tous les ordres et directives donnés en conformité du contrat à la satisfaction de l'Architecte/Ingénieur, celui-ci délivra à l'Entrepreneur un Certificat définitif d'achèvement. Dans le cas d'un contrat à prix unitaire, l'Architecte/Ingénieur délivra en même temps un Certificat définitif de mesure indiquant les quantités totales utilisées ou employées relativement aux classes et aux unités mentionnées au Tableau des prix unitaires et indiquant toutes les modifications apportées subséquentement à celui-ci, en vertu de la clause 4 de l'Offre et Entente, lequel certificat lie la Commission de la capitale nationale et l'Entrepreneur.

25. Rectification des défauts

Lorsque l'Entrepreneur recevra de l'Architecte/Ingénieur un avis lui enjoignant de rectifier à ses propres frais toute défectuosité et tout vice, quelle qu'en soit la cause, il le fera dans le délai spécifié dans l'avis en question, si la défectuosité ou le vice se manifeste dans les travaux dans les douze mois qui suivent la date du Certificat définitif d'achèvement.

26. Paiement

1. La Commission de la capitale nationale paiera, et l'Entrepreneur acceptera comme paiement total pour les travaux achevés et exécutés, un paiement par lequel le montant mentionné dans la clause 1 de l'Offre et Entente pris avec l'ensemble des montants payables par la Commission de la capitale nationale en vertu des articles 11, 13(3), 15(1), 16, et 19 dépasse l'ensemble de tous les paiements faits par la Commission de la capitale nationale en vertu de l'article 12 et de l'indemnisation et des montants payables à la Commission de la capitale nationale ou des frais et des dommages encourus par la Commission de la capitale nationale en vertu des articles 4, 5, 9, 13(3), 14, 15(2), 17(3), 19 et 22.
2. Dans le cas d'un contrat à prix unitaire:
 - i) Le montant mentionné dans la clause 1 de l'Offre et Entente sera considéré comme étant le montant obtenu en additionnant les produits des prix unitaire énoncés dans la clause 4 de l'Offre et Entente tels que modifiés en vertu du sous-alinéa ii) ci-après, si applicable, et les quantités réelles des unités en question telles qu'énoncées dans le Certificat définitif en mesure de

CONDITIONS GÉNÉRALES

- l'Architecte/Ingénieur, sous réserve de tout ajustement prévu au sous-alinéa (ii) du présent alinéa.
- ii) L'Architecte/Ingénieur et l'Entrepreneur peuvent, en vertu d'une entente par écrit, ajouter au tableau des prix unitaires susmentionnés d'autres classes de main-d'oeuvre, etc., unités de mesure quantités estimatives et prix par unité, et ils peuvent si les quantités réelles énoncées dans le Certificat définitif de mesure susmentionné sont de plus de 15% supérieures ou inférieures aux quantités estimatives relativement à tout article figurant au tableau des prix unitaires susmentionné modifier les prix unitaires relatifs à ces articles figurant dans le tableau des prix unitaires, sous réserve que si les quantités réelles excèdent les quantités estimatives de plus de 15%, la modification précitée aux prix unitaires ne s'applique qu'aux quantités réelles excédant 115% des quantités estimatives. Lorsque l'Architecte/Ingénieur et l'Entrepreneur ne pourront s'entendre sur le montant de tout ajustement prévu dans le présent sous-alinéa, les prix unitaires modifiés ou nouveaux seront déterminés en conformité de l'article 20 ci-dessus.
3. Si le montant du contrat dépasse 5 000 \$, l'Entrepreneur aura le droit de recevoir des acomptes sur présentation de demandes d'acompte qui devront être approuvées par des rapports sur l'avancement des travaux publiés par l'Architecte/Ingénieur de mois en mois. Le montant d'un acompte à payer à l'Entrepreneur sera égal à 90% de la valeur des travaux que l'Architecte/Ingénieur certifie dans le rapport sur l'avancement des travaux comme ayant été achevés depuis la date de la dernière demande d'acompte, s'il en est. Lorsqu'un cautionnement de paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux a été fourni relativement au contrat, le montant à payer en vertu du présent alinéa sera égal à 95% de la valeur certifiée par l'Architecte/Ingénieur.
4. Soixante jours après que l'Architecte/Ingénieur aura émis un Certificat définitif d'achèvement, le montant décrit dans l'alinéa 1) du présent article moins l'ensemble des montants, s'il en est, payés en vertu de l'alinéa 3) du présent article, deviendra dû et payable à l'Entrepreneur.
5. Nonobstant les alinéa 3) et 4) du présent article, aucun paiement ne sera dû et payable à l'Entrepreneur s'il n'a pas fourni une Déclaration statutaire et vertu de l'article 12 et un cautionnement de garantie ou de dépôt de garantie en vertu de la clause 2 de l'Offre et Entente.
6. Un paiement émis par la Commission de la capitale nationale en vertu du présent article ne saurait tenir lieu de preuve que les travaux sont achevés de manière satisfaisante ou en conformité du contrat.
7. Le retard de la Commission de la capitale nationale à effectuer un paiement aux termes du présent article ne saurait constituer une violation de contrat. Cependant, sous réserve de l'alinéa 5) du présent article, si le paiement d'une demande d'acompte en vertu de l'alinéa 3) du présent article n'est pas fait dans les 60 jours de la date de réception de la demande d'acompte de l'Entrepreneur, ce paiement sera considéré comme arriéré et l'Entrepreneur aura droit à des intérêts de 5% par année sur le montant arriéré, calculés pour la période commençant à la fin du quarante-quatrième jour suivant la réception de ladite demande d'acompte et se terminant le jour où le paiement est effectué.

CONDITIONS GÉNÉRALES

8. La Commission de la capitale nationale peut déduire de tout montant payable ou dû par la Commission de la capitale nationale en vertu du présent contrat, le montant de toute dette due à la Commission de la capitale nationale en vertu du présent contrat ou de tout autre contrat conclu entre l'Entrepreneur et la Commission de la capitale nationale.

27. Assurance responsabilité

L'entrepreneur doit souscrire à ses frais et maintenir en vigueur pendant toute la durée du contrat une assurance de responsabilité civile générale désignant la Commission à titre de coassurée et couvrant les réclamations pour blessures corporelles (y compris le décès), dommages à la propriété et responsabilité civile découlant de tout accident ou événement lié à l'exécution du contrat et protégeant la Commission pour un montant d'au moins cinq millions de dollars (5 000 000 \$) par événement. Il ne doit pas y avoir de droit de subrogation de l'entrepreneur ou de l'assureur et la police d'assurance doit renfermer une clause de divisibilité d'intérêts. L'entrepreneur doit remettre une copie du certificat d'assurance à la Commission dans les cinq jours suivant l'attribution du contrat. La Commission a le droit d'annuler le contrat si elle ne reçoit pas ce certificat, auquel cas le contrat sera nul et non avenu.

Exigences en matière de santé et de sécurité du travail

1. Renseignements généraux

- 1.1 Dans le présent contrat, « SST » signifie « santé et sécurité du travail ».
- 1.2 Relativement au travail devant être exécuté en vertu du contrat, l'entrepreneur convient et accepte d'exécuter un travail équivalent ou supérieur aux normes des pratiques exemplaires prévalant dans l'industrie de la construction en date courante et de faire observer lesdites normes.
- 1.3 L'entrepreneur reconnaît que, dans la mesure où les sujets suivants peuvent être affectés par la réalisation des travaux, il est responsable de :
- 1.3.1 la santé et la sécurité des personnes sur le site;
 - 1.3.2 la sécurité des biens meubles sur le site;
 - 1.3.3 la protection des personnes sur les lieux adjacents au site;
 - 1.3.4 la protection de l'environnement.
- 1.4 Sans restreindre la portée de la section 1.3, l'entrepreneur reconnaît qu'il est tenu, convient et accepte de se conformer à l'ensemble des lois et règlements applicables à la réalisation des travaux, incluant sans s'y limiter:
- (a) les dispositions de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de l'Ontario et tous les règlements, politiques ou directives connexes émis en vertu de ladite loi pour les travaux exécutés en Ontario;
 - (b) la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* du Québec et tous les règlements, politiques ou directives connexes émis en vertu de ladite loi pour les travaux exécutés au Québec;
 - (c) les dispositions applicables du *Code canadien du travail, partie II*;
 - (d) les lois sur les normes du travail dans la ou les provinces où toute partie du travail est accomplie;
 - (e) toute politique ou directive émise par la CCN relativement à l'objet du contrat.

La CCN s'engage à transmettre par écrit à l'entrepreneur toutes les politiques et directives dont il est fait mention à l'alinéa (e) ci-haut au plus tard lors de la réunion préalable à la construction. L'entrepreneur est tenu de veiller à ce que toutes les politiques et directives soient communiqués à ses employés, et que les employés en ont pris connaissance et acceptent de s'y conformer. La CCN se réserve le droit d'exiger que l'entrepreneur soit tenu de faire preuve qu'il s'est acquitté de ces responsabilités à la satisfaction raisonnable de la CCN.

- 1.5 En signant un contrat avec la CCN, l'entrepreneur déclare et atteste à la CCN qu'il a pris connaissance et qu'il est au courant des obligations imposées par les mesures législatives dont il est question dans la section 1.4. ci-dessus.
- 1.6 Aux fins des mesures législatives provinciales pertinentes en matière de SST, l'entrepreneur reconnaît et accepte qu'il est le « constructeur » ou le « maître d'oeuvre », et il accepte d'assumer toute responsabilité relative à l'exécution des engagements du « constructeur » ou du « maître d'oeuvre » en ce qui concerne les travaux prévus par le contrat. En cas de différend entre

l'entrepreneur et la CCN, indépendamment de toute décision d'une autorité compétente que la CCN est effectivement le « constructeur » ou le « maître d'oeuvre », l'entrepreneur reconnaît et accepte qu'il est responsable du financement de la mise en œuvre des mesures de protection requises pour se conformer aux exigences imposées au « constructeur » ou le « maître d'oeuvre ».

- 1.7 En ce qui concerne la CCN et l'entrepreneur, la décision de la CCN à savoir si l'entrepreneur s'acquitte de ses engagements en matière de SST est finale. Sans préjudice de la portée générale des dispositions précédentes, advenant tout différend relativement aux directives fournies par le représentant désigné de la CCN, l'entrepreneur peut signaler le différend en question, mais il doit tout de même se conformer aux directives fournies.
- 1.8 Par la présente, l'entrepreneur dégage la CCN, ses agents et ses employés de toute responsabilité et s'engage à l'indemniser de tous et toutes réclamations, demandes, pertes, dépenses (y compris les honoraires juridiques sur une base d'indemnisation totale), dommages et actions en justice, poursuites ou procédures (ci-après nommés les « réclamations ») réclamés ou engagés par des tierces parties à la suite d'erreurs ou d'omissions commises par l'entrepreneur dans l'exécution du contrat. Sans préjudice de la portée générale des dispositions précédentes, cette garantie s'applique à toute réclamation relative à la violation de toute loi ou de tout règlement en matière de SST.
- 1.9 La CCN doit fournir à l'entrepreneur :
 - 1.9.1 une description écrite des risques connus et prévisibles que présente pour la santé et la sécurité de chaque employé en raison de la nature du site;
 - 1.9.2 une liste du matériel, de l'équipement, des dispositifs et des vêtements de protection requis en raison de la nature particulière du site;
 - 1.9.3 une description écrite des circonstances particulières exigeant l'utilisation du matériel, de l'équipement, des dispositifs et des vêtements de protection exigés en vertu de l'alinéa 1.9.2, et la manière dont ils doivent être utilisés;
 - 1.9.4 un exemplaire de tout énoncé de politique ou procédure de la CCN ayant trait aux travaux et au site.
- 1.10 Sans préjudice de la portée générale du paragraphe 1.9, l'entrepreneur doit, avant d'entreprendre les travaux et à ses propres frais :
 - 1.10.1 prendre toutes les précautions raisonnables pour informer toutes les personnes employées pour réaliser les travaux ou ayant accès au site des risques que présente pour la santé et la sécurité le site, en vertu l'alinéa 1.9.1;
 - 1.10.2 fournir à toutes les personnes employées pour réaliser les travaux ou ayant accès au site le matériel, l'équipement, les dispositifs et les vêtements de protection requis en vertu de l'alinéa 1.9.2;
 - 1.10.3 prendre toutes les précautions raisonnables pour informer toutes les personnes employées pour réaliser les travaux ou ayant accès au site des modes d'usage du matériel, de l'équipement, des dispositifs et des vêtements de protection requis en raison de la nature particulière du site, en vertu de l'alinéa 1.9.2, ainsi que des circonstances particulières exigeant leur utilisation;
 - 1.10.4 prendre toutes les précautions raisonnables pour informer toutes les personnes employées pour réaliser les travaux ou ayant accès au site des politiques et procédures dont il est mention à l'alinéa 1.9.4.

2. Compétences du personnel

- 2.1 En concluant le présent accord, l'entrepreneur déclare et atteste qu'il possède l'expérience, la formation, les titres de compétence et l'équipement requis permettant de se conformer aux exigences énumérées aux paragraphes 1.3, 1.4, 1.5 et 1.6 ci-haut.
- 2.2 L'entrepreneur déclare et atteste que le personnel de supervision embauché par l'entrepreneur dans le cadre de l'exécution de toute partie des travaux possède l'expérience, l'autorité, la formation, les titres de compétences et l'équipement requis pour veiller au respect des exigences énumérées aux paragraphes 1.3, 1.4, 1.5 et 1.6 ci-haut. De plus, l'entrepreneur convient et accepte de fournir les pièces justificatives qui peuvent être requises de temps à autre par la CCN afin de vérifier les compétences de ce personnel.

3. Attestation

- 3.1 Après avoir été avisé que sa soumission a été retenue, avant que soit attribué le contrat et comme condition d'attribution du contrat, l'entrepreneur convient et accepte de fournir une attestation de paiement de la Commission des accidents du travail. Lorsque la durée du projet est supérieure à soixante jours, l'entrepreneur convient et accepte de fournir des certificats à jour au moins tous les soixante jours. Si l'entrepreneur ne fournit pas de certificats à jour, la CCN peut immédiatement résilier le contrat sans préavis et sans contracter d'obligation à l'égard de l'entrepreneur.
- 3.2 Après avoir été avisé que sa soumission a été retenue, avant que soit attribué le contrat et comme condition d'attribution du contrat, l'entrepreneur convient et accepte de fournir des données antérieures sur les lésions subies par son personnel, y compris tous les rapports d'incidents de la Commission des accidents du travail. Ces données doivent présenter l'information relative aux trois années précédentes.

4. Plans, politiques et procédures

- 4.1 Après avoir été avisé que sa soumission a été retenue, avant que soit attribué le contrat et comme condition d'attribution du contrat, l'entrepreneur convient et accepte de soumettre les documents ci-dessous à l'examen et l'approbation de la CCN :
- (a) un exemplaire de la politique de l'entrepreneur en matière de SST;
 - (b) un programme et un plan de sécurité spécifique au travail qui doit être exécuté conformément au contrat, lequel plan doit comprendre une évaluation et une analyse des risques, une description des méthodes de travail sécuritaires, les protocoles de déclaration des incidents et des lésions, des rapports périodiques sur la conformité aux obligations en matière de SST, y compris toute politique, pratique ou procédure, sauf disposition différente dans la présente, ainsi qu'un plan d'intervention en cas d'urgence spécifique au site;
 - (c) des dossiers sur la formation en SST de membres du personnel et de leurs remplaçants responsables des questions de SST.

L'entrepreneur convient et accepte de soumettre les fiches signalétiques requises à l'examen et l'approbation de la CCN, et ce avant de se présenter au site pour réaliser les travaux auxquels se rapportent les fiches signalétiques.

L'approbation de la CCN ne modifie pas les dispositions du contrat relativement à l'imputation de la responsabilité d'exécution ou de la non-exécution des engagements en matière de SST. Malgré ladite approbation, l'entrepreneur doit respecter ses engagements.

- 4.2 L'entrepreneur convient et accepte qu'avant d'entreprendre les travaux, il doit assister à une séance d'information préalable à la construction au cours de laquelle on doit établir toutes les pratiques et les procédures qui doivent être respectés dans l'exécution du travail. Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 1.4(e) ci-dessus, les représentants de l'entrepreneur qui assistent à la séance d'information sont tenus de fournir une attestation écrite dans laquelle ils affirment que les pratiques et procédés exposés dans la séance d'information ont été bien compris et seront respectés.
- 4.3 En tout temps et lorsqu'il y a lieu pendant l'exécution des travaux, la CCN est autorisée à vérifier la manière dont l'entrepreneur exécute ses engagements en matière de SST et à déterminer s'il se conforme aux dispositions du projet ou aux politiques, pratiques et procédures en matière de SST. Si la vérification met à jour tout manquement de la part de l'entrepreneur dans l'exécution desdits engagements en matière de SST, la CCN est autorisée à corriger immédiatement lesdites lacunes aux frais de l'entrepreneur, et elle se réserve le droit de résilier immédiatement le contrat sans préavis et sans contracter d'obligation à l'égard de l'entrepreneur.
- 4.4 L'entrepreneur convient et accepte de se conformer à toutes les exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail.
- 4.5 L'entrepreneur reconnaît et accepte que lorsque requis par toute loi et tout règlement s'appliquant à la réalisation des travaux, il doit établir et maintenir un comité de santé et de sécurité au travail pour le projet. L'entrepreneur reconnaît et accepte également qu'il doit permettre à des membres du personnel d'assister à toutes les réunions pertinentes sur la sécurité et que les coûts engagés pour ce faire, y compris les coûts attribuables à la suspension des activités, sont inclus dans le prix de la soumission et ne peuvent pas être récupérés par d'autres moyens.
- 4.6 Lorsque le régime de réglementation provincial pertinent l'exige, l'entrepreneur reconnaît et accepte qu'il est tenu de présenter un avis de projet à l'organisme de réglementation pertinent et qu'il est tenu d'exécuter toute autre tâche administrative requise pour répondre aux engagements imposés dans le régime de réglementation provincial pertinent.
- 4.7 **(Facultatif selon les dangers ou la portée du projet).** L'entrepreneur convient et accepte qu'il doit embaucher et affecter au travail un professionnel en SST compétent et autorisé à titre de coordonnateur de la santé et la sécurité, lequel doit:
- (a) avoir une expérience pratique minimale de deux (2) ans en milieu de travail et spécifique aux activités associées à (indiquer le sujet spécifique);
 - (b) avoir une connaissance pratique de base des règlements spécifiés en matière de SST,
 - (c) veiller à ce qu'une formation en SST soit suivie et qu'il soit interdit à tout membre du personnel qui n'a pas reçu la formation requise d'avoir accès au lieu de travail pour exécuter les travaux requis;
 - (d) prendre en charge la mise en œuvre, l'application quotidienne et le suivi du plan de SST spécifique au lieu de travail;
 - (e) être sur place pendant l'exécution du travail.
- Les parties acceptent qu'au lieu d'embaucher un professionnel en SST, l'entrepreneur pourra confier ces services à un sous-traitant.
- 4.8 Une fois les travaux terminés, l'entrepreneur convient et accepte de participer avec la CCN à une entrevue de rendement « après les travaux » afin d'évaluer le rendement de l'entrepreneur relativement aux engagements en matière de SST en vertu du contrat. Sans préjudice de la portée

générale des dispositions précédentes, l'entrevue déterminera les secteurs de conformité et de non-conformité à propos des questions suivantes :

- (a) l'efficacité du travail effectué;
- (b) les exigences en matière de déclaration et les modalités d'application;
- (c) la correction des lacunes.

L'entrepreneur reconnaît et accepte que les résultats de l'entrevue « après les travaux » pourront être utilisés par la CCN pour évaluer les soumissions futures présentées par l'entrepreneur en vue d'autres projets de la CCN.

Supplier No. / N° du fournisseur

New supplier / Nouveau fournisseur Update / Mise à jour

**SUPPLIER-DIRECT DEPOSIT PAYMENT AND TAX INFORMATION FORM
FOURNISSEUR-FORMULAIRE DE PAIEMENT PAR DÉPÔT DIRECT ET RENSEIGNEMENTS AUX FINS DE L'IMPÔT**

For NCC use only / À l'usage de la CCN seulement

PART 'A' - IDENTIFICATION / PARTIE 'A' - IDENTIFICATION

Legal name of entity or individual / Nom légal de l'entité ou du particulier	Operating name of entity or individual (if different from Legal Name) / Nom commercial de l'entité ou du particulier (s'il diffère du nom légal)		
Former Public Servant in receipt of a PSSA Pension / Ancien fonctionnaire qui reçoit une pension en vertu de la LPPF		<input type="checkbox"/> Yes / Oui	<input type="checkbox"/> No / Non
An entity, incorporated or sole proprietorship, which was created by a Former Public Servant in receipt of a PSSA pension or a partnership made of former public servants in receipt of PSSA pension or where the affected individual has a controlling or major interest in the entity. / Une entité, constituée en société ou à propriétaire unique, créée par un ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPPF, ou un partenariat formé d'anciens fonctionnaires touchant une pension en vertu de la LPPF, où les entités dans lesquelles ils détiennent le contrôle ou un intérêt majoritaire.		<input type="checkbox"/> Yes / Oui	<input type="checkbox"/> No / Non
Address / Adresse	Telephone No. / N° de téléphone :	Fax No. / N° de télécopieur :	
Postal code / Code postal	()	()	

PART 'B' - STATUS OF SUPPLIER / PARTIE 'B' - STATUT DU FOURNISSEUR

IMPORTANT : CHOOSE ONLY ONE OF THE FOLLOWING/CHOISIR SEULEMENT UNE DES OPTIONS SUIVANTES:

(1) Sole proprietor / Propriétaire unique <input type="checkbox"/>	If sole proprietor, provide: / Si propriétaire unique, indiquez :	Last Name / Nom de famille	First name / Prénom	Initial / Initiale
(2) Partnership / Société de personnes <input type="checkbox"/>	(3) Corporation / Société <input type="checkbox"/>			
Business No. (BN) / N° de l'entreprise (NE) -	OR / OU	SIN / NAS -		
GST/HST / TPS et TVH	QST / TVQ (Québec)			
Number / Numéro : Not registered / non inscrit <input type="checkbox"/>	Number / Numéro : Not registered / non inscrit <input type="checkbox"/>			
Type of contract / Genre de contrat	Contract for services only / Contrat de services seulement <input type="checkbox"/>			
	Contract for mixed goods & services / Contrat de biens et services <input type="checkbox"/>		Contract for goods only / Contrat de biens seulement <input type="checkbox"/>	
Type of goods and/or services offered / Genre de biens et / ou services rendus :				

PART 'C' - FINANCIAL INSTITUTION / PARTIE 'C' - RENSEIGNEMENTS SUR L'INSTITUTION FINANCIÈRE

Please send a void cheque with this form / Veuillez, s.v.p., envoyer un spécimen de chèque avec ce formulaire

Branch Number / N° de la succursale	Institution No. / N° de l'institution :	Account No. / N° de compte :
Institution name / Nom de l'institution :		Address / Adresse :
Postal Code / Code postal :		

PART 'D' - DIRECT DEPOSIT PAYMENT NOTIFICATION / PARTIE 'D' - AVIS DE PAIEMENT PAR DÉPÔT DIRECT

E-mail address / Adresse courriel :

PART 'E' - EMAIL ADDRESS TO SEND CONTRACTS / PARTIE 'E' - ADRESSE COURRIEL POUR ENVOYER LES CONTRATS

E-mail address / Adresse courriel :

PART 'F' - CERTIFICATION / PARTIE 'F' - CERTIFICATION

I certify that I have examined the information provided above and it is correct and complete, and fully discloses the identification of this supplier.	Je déclare avoir examiné les renseignements susmentionnés et j'atteste qu'ils sont exacts et constituent une description complète, claire et véridique de l'identité de ce fournisseur.		
Where the supplier identified on this form completes part C, he hereby requests and authorizes the National Capital Commission to directly deposit into the bank account identified in part C, all amounts payable to the supplier.	Lorsque le fournisseur indiqué sur ce formulaire remplit la partie C, par la présente, il demande et autorise la Commission de la capitale nationale à déposer directement dans le compte bancaire indiqué à la partie C, tous les montants qui lui sont dus.		
Name of authorized person / Nom de la personne autorisée	Title / Titre	Signature	Date
Telephone number of contact person / Numéro de téléphone de la personne ressource : ()			

IMPORTANT

Please fill in and return to the National Capital Commission with one of your business cheque unsigned and marked « VOID » (for verification purposes).

Veillez remplir ce formulaire et le retourner à la Commission de la capitale nationale avec un spécimen de chèque de votre entreprise non signé et portant la mention « ANNULÉ » (à des fins de vérification).

Mail or fax to: Procurement Services
National Capital Commission
202-40 Elgin Street
Ottawa, ON K1P 1C7 Fax: (613) 239-5007

Poster ou télécopier à : Services de l'approvisionnement
Commission de la capitale nationale
40, rue Elgin, pièce 202
Ottawa (Ontario) K1P 1C7 Télécopieur : (613) 239-5007

SUPPLIER – DIRECT DEPOSIT PAYMENT AND TAX INFORMATION FORM

FOURNISSEUR – FORMULAIRE DE PAIEMENT PAR DÉPÔT DIRECT ET RENSEIGNEMENTS AUX FINS DE L'IMPÔT

Supplier Tax Information

Pursuant to paragraph 221(1) (d) of the *Income Tax Act*, NCC must declare form T-1204, contractual payments of government for services, all payments made to suppliers during the calendar year in accordance to related service contracts (including contracts for mixed goods and services).

The paragraph 237(1) of the *Income Tax Act* and the article 235 of the Income Tax Regulations require the supplier to provide all necessary information below to the organization who prepares the fiscal information forms.

Questions: Sylvie Monette, Accounts Payable Supervisor
(613) 239-5678 ext. 5156 or sylvie.monette@ncc-ccn.ca

Direct deposit payment information

All amounts payable by NCC to the supplier will be deposited directly into the account you identified in part C. A NCC payment advice notice will also be sent to you by e-mail detailing the particularities of the payment to the address identified in part D.

Until we process your completed form, we will still pay you by check.

You must notify the NCC of any changes to your financial institution, branch or account number. You will then have to complete a new form.

The account you identified has to hold Canadian funds at a financial institution in Canada.

The advantages of direct deposit payment

Direct deposit payment is a convenient, dependable, safe and timesaving way to receive your invoice payment. Direct deposit payment is completely confidential.

There are fewer risks of direct deposit payment being lost, stolen, or damaged as may happen with cheques.

Funds made by direct deposit payment will be available in your bank account on the same day that we would have mailed your cheque.

Renseignements sur les fournisseurs aux fins de l'impôt

En vertu de l'alinéa 221(1) (d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, la CCN est tenu de déclarer, à l'aide du formulaire T-1204, Paiements contractuels de services du gouvernement, tous paiements versés aux fournisseurs pendant une année civile en vertu de marchés de services pertinents (y compris les marchés composés à la fois de biens et de services).

Le paragraphe 237 (1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et l'article 235 du Règlement de l'impôt sur le revenu obligent les fournisseurs à fournir toutes les informations demandées ci-dessous à l'organisme qui prépare les formulaires de renseignements fiscaux.

Questions : Sylvie Monette, Superviseure aux comptes payable
(613) 239-5678 poste 5156 ou sylvie.monette@ncc-ccn.ca

Renseignements sur le paiement par dépôt direct

Tous les montants versés par la CCN au fournisseur seront déposés directement dans le compte identifié à la partie C. Un avis de paiement de la CCN détaillant les particularités du paiement par dépôt direct vous sera envoyé par courriel à l'adresse courriel identifiée à la partie D.

Nous continuerons à vous payer par chèque jusqu'à ce que nous ayons traité votre formulaire.

Vous devez aviser la CCN de tout changement d'institution financière, de succursale ou de numéro de compte. Vous devrez donc remplir un nouveau formulaire.

Le compte que vous désignez doit être un compte en monnaie canadienne, détenu dans une institution financière au Canada.

Avantages du paiement par dépôt direct

Le paiement par dépôt direct est une méthode pratique, fiable et sécuritaire, qui permet de gagner du temps dans la réception de vos paiements de factures. Le paiement par dépôt direct est entièrement confidentiel.

Avec les paiements par dépôt direct, il y a moins de risques de perte, de vol ou de dommage, comme cela peut se produire dans le cas des chèques.

Les paiements effectués par paiement par dépôt direct sont versés dans votre compte le jour même où nous aurions posté votre chèque.